



# Le coût humain du capitalisme

6 janvier 2015

**Solidaires**

144 boulevard de La Villette 75019 Paris  
Téléphone : (33) 1 58 39 30 20  
Télécopie : (33) 1 43 67 62 14  
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

## Le coût humain du capitalisme

### Licenciements, chômage, précarité, conditions de travail

Le gouvernement Valls/Hollande applique des recettes qui depuis plus de vingt ans ont montré leur inefficacité. Les exonérations de cotisations sociales patronales ne favorisent pas la création d'emplois et sont un puits sans fonds. C'est le cas du pacte de responsabilité avec le cadeau de 41 milliards fait aux patrons sur le dos de la Sécurité sociale, des ménages, et des collectivités locales, auxquels on impose une cure d'austérité de cinquante milliards !

#### Le problème c'est le coût du capital et le pouvoir des multinationales

Les tenants de la baisse du « coût » du travail veulent supprimer à terme la part de salaire socialisé qui permet un haut niveau de protection sociale en France, qui n'existe pas ailleurs, alors qu'aujourd'hui les revenus du capital ne contribuent qu'à hauteur de 2 % des ressources de la protection sociale.

Il faut y ajouter la « préférence française » pour les dividendes. La baisse des cotisations sociales a eu comme principale contrepartie l'augmentation de la part des dividendes nets versés dans la valeur ajoutée. En 2013, les entreprises françaises ont redistribué 40 % de leurs profits à leurs actionnaires sous forme de dividendes ou de rachat d'actions. Les seules entreprises du CAC 40 ont versé 43 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2013, montant en hausse de 4 % par rapport à 2012 et les revenus distribués par les sociétés non financières sont à leur niveau le plus haut depuis la seconde guerre mondiale.

Tout le tissu des PME et entreprises de taille intermédiaire (ETI) a été soumis à la pression des donneurs d'ordre, captives de leur client principal sinon esclafif que sont les grands groupes. Ce sont les salarié-es de ces petites entreprises qui en sont les premières victimes des licenciements en cascade que cela engendre.

Il n'est plus supportable que 2 % des plus riches possèdent plus de 50 % de la richesse mondiale tandis que la moitié la plus pauvre n'en possède qu'un 1 %.

Il n'est plus acceptable de vivre dans un système économique où ceux et celles qui produisent l'intégralité des richesses n'en reçoivent qu'une petite fraction sous formes

de salaires tandis que le reste va au profit, dans les poches des capitalistes, et dans les fonds de placements spéculatifs.

Le sachiez-vous : Si on traduit en heures de travail la part des dividendes dans la valeur ajoutée en France, aujourd'hui un salarié travaille en moyenne 26 jours par an pour les actionnaires contre 9 jours par an au début des années 1980 !

La loi mal nommée de Sécurisation de l'emploi, imposée par le MEDEF et certaines organisations syndicales (CFDT, CFTC, CGC, avec le soutien de l'UNSA), inflige des régressions sociales historiques, en facilitant encore plus les

licenciements, le chantage à l'emploi, les mobilités forcées. Les nombreuses luttes contre les licenciements sont basées, malheureusement, par cette loi. Elle doit être abrogée !

Il faut reprendre la bataille pour une réduction du temps de travail pour lutter contre le chômage, travailler moins, et jouir du temps libre comme bon nous semble. Il faut une nouvelle législation sur les licenciements élargissant les droits des représentants des salarié-es notamment avec un droit de veto, et créer un nouveau statut du salarié, applicable à tous et toutes, financé par un fonds patronal mutualisé, pour garantir le maintien du salaire entre deux emplois et pendant les formations de reconversion.

Il faut aussi, pour le secteur privé et le secteur public, lutter contre la dégradation des conditions de travail et la non reconnaissance des maladies professionnelles, exiger des droits nouveaux protecteurs de la santé des salarié-es, et plus globalement un droit de contestation renforcé sur l'organisation du travail.

#### La boîte noire du chômage et de la précarité

Si on additionne toutes les personnes en sous-emploi (ex. le temps partiel pour les femmes), les radiés de Pôle Emploi, les dispensés de recherche d'emploi, les non inscrits par découragement ou la moitié de ceux touchant le RSA, le chiffre réel est plus proche de huit millions de chômeurs-euses. Le nombre de chômeurs-euses de longue durée ex-



Le gouvernement Valls/Hollande applique des recettes qui depuis plus de vingt ans ont montré leur inefficacité. Les exonérations de cotisations sociales patronales ne favorisent pas la création d'emplois et sont un puits sans fonds. C'est le cas du pacte de responsabilité avec le cadeau de 41 milliards fait aux patrons sur le dos de la Sécurité sociale, des ménages, et des collectivités locales, auxquels on impose une cure d'austérité de cinquante milliards !

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >
- Adresse de cet article : <https://solidaires.org/Le-cout-humain-du-capitalisme>